

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20220628-lmc1170634A-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 5 juillet 2022  
Date d'affichage : 04/07/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/06/166**

**AVENANTS RELATIFS A LA  
LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT  
2021 CONFORTANT LES  
PRINCIPES DE LA  
REPUBLIQUE -  
DELEGATIONS DE SERVICE  
PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION DES  
SERVICES  
D'ASSAINISSEMENT**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/166**

**O B J E T : AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU 24  
AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA  
REPUBLIQUE - DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC  
POUR L'EXPLOITATION DES SERVICES  
D'ASSAINISSEMENT**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment l'article R3135-7,

**VU** la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°13/12/235 du 12 décembre 2013 autorisant l'attribution du contrat de concession n°01DP14 - Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria à la société dédiée SAS Chateaubanne,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°16/02/6 du 12 février 2016 autorisant l'attribution du contrat de concession n°15DSP02 - Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite "Amphitria" la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°15/11/162 du 5 novembre 2015 autorisant l'attribution du contrat de concession n°15DSP03 - Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°18/03/83 du 27 mars 2018 autorisant l'attribution du contrat de concession n°17DSP01 - Délégation du Service Public relatif à la gestion du service public d'assainissement : stations d'épuration AmphorA et Almanarre à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°18/03/84 du 27 mars 2018 autorisant l'attribution du contrat de concession n°17DSP02 – Délégation de Service Public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre » : communes de La Valette-du-Var, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°18/03/85 du 27 mars 2018 autorisant l'attribution du contrat de concession n°17DSP03 - Délégation de Service Public relative à la gestion du service public d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères-les-Palmiers et Carqueiranne à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°19/06/250 du 27 juin 2019 autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC12 - Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et du Revest-les-Eaux à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de La Crau du 28 janvier 2008 autorisant l'attribution du contrat de délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la commune de La Crau à La SARL Société Varoise d'Aménagement et de Gestion,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

**VU** les projets d'avenants ci-annexés,

**CONSIDERANT** qu'en application de la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

### **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer :

- L'avenant n°2 au contrat de concession n°01DP14 - Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°15DSP02 - Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite "Amphitria," ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°15DSP03 du 10 décembre 2015 - Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°17DSP01 - Délégation du Service Public relatif à la gestion du service public d'assainissement : stations d'épuration Amphora et Almanarre, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°17DSP02 du 29 mars 2017 - Délégation de Service Public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre » : communes de La Valette-du-Var, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°17DSP03 du 28 mars 2018 - Délégation de Service Public relatif à la gestion du service public d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères-les-Palmiers et Carqueiranne, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°19CONC12 du 2 août 2019 - Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et du Revest-les-Eaux : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères-les-Palmiers et Carqueiranne, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var
- L'avenant n°2 au contrat de délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la commune de La Crau, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision, après validation par Monsieur le Préfet du Var.

### **ARTICLE 3**

#### **D'ACTER l'introduction des articles :**

- L'article 2bis dans le contrat de concession n°01DP14 du 15 janvier 2014 - Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria
- L'article 2bis dans le contrat de concession n°15DSP02 du 18 mars 2016 - Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite "Amphitria"
- L'article 10.5 dans le contrat de concession n°15DSP03 du 10 décembre 2015 - Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer
- L'article 1.12 dans le contrat de concession n°17DSP01 - Délégation du Service Public relatif à la gestion du service public d'assainissement: stations d'épuration AmphorA et Almanarre du 25 mai 2018
- L'article 1.12 dans le contrat de concession n°17DSP02 du 29 mars 2017 - Délégation de Service Public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre »: communes de La Valette-du-Var, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux
- L'article 1.12 dans le contrat de concession n°17DSP03 du 28 mars 2018 - Délégation de Service Public relatif à la gestion du service public d'assainissement: réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères-les-Palmiers et Carqueiranne
- L'article 13.3 dans le contrat de concession n°19CONC12 du 2 août 2019 - Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et du Revest-les-Eaux: réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères-les Palmiers et Carqueiranne
- L'article 2bis dans le contrat de délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la commune de La Crau

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que toutes les autres clauses des contrats de concession et de leurs précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations des avenants.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0







**s.a.s.  
Chateaubanne**

03 rue de Vienne  
75008 Paris  
Tél. : + 33 (0)1 48 74 72 32

Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Hôtel de la Métropole  
107 boulevard Henri Fabre  
CS 30536 - 83041 Toulon

***À l'attention de monsieur Hubert Falco, Président***

Paris-le, 03 juin 2022

LRAR n° 1A 199 378 0345 5  
Nos réf : CTB 22/018

**Objet : Avenant n°2 DSP**

Monsieur Le Président,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint deux exemplaires de l'Avenant n°2 DSP signés par la SAS Chateaubanne

Nous vous remercions de bien vouloir nous renvoyer un exemplaire signé par les parties.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

**Maximin BESSI – Canopée Associés  
Président de Chateaubanne SAS**

**Pièce jointe :**

**Avenant n°2 DSP en deux exemplaires**

**Copie numérique pour information :**

- Métropole TPM : O.Ambrosi, J.Guillou, E.Frotey, C.Siffre, A.Lo Gaglio, D.Chiotti, S.Raynaud,
- Chateaubanne : M.Bessi, P.Merer, F.Fildier, C.Guignard, E.Schoell,



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 2**  
**Au contrat de concession- N°01DP14-Concession de**  
**service public pour la réhabilitation et l'exploitation**  
**de la galerie de transport des eaux usées et ses**  
**ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Condédante**»,

***d'une part,***

**ET :**

**la société dédiée SAS Chateaubanne**, au capital social de au capital social de 804 000 €, dont le siège social est 3 rue de Vienne 75008 PARIS, 800 043 895 RCS TOULON, représentée par Monsieur Maximin BESSI, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 13 / 12 / 235 du 12 Décembre 2013 du Conseil Communautaire, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 01DP14-Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°2 bis est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 2 bis suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;

AVENANT N°2 Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria

-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

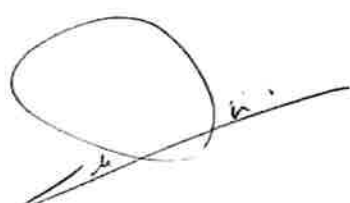
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

#### ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société dédiée SAS Chateaubanne Monsieur Maximin BESSI A ..... Le 03/06/2022</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**

**Au contrat de concession- N°15DSP02-Délégation par  
affermage du service public d'assainissement collectif  
de traitement des eaux usées à la station d'épuration  
du cap sicié dite "Amphitria"**

**ENTRE les soussignés :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « l'autorité Concédante »,

***d'une part,***

***ET :***

**la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties », ,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :**

### **Préambule :**

Par délibération 16/02/2006 du 12 février 2016 du Conseil Communautaire, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 15DSP02-Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du cap sicié dite "Amphitria".

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°2 bis est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 2 bis suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;

AVENANT N°1 Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du cap sicié dite "Amphitria"



-de remédier aux éventuels manquements.

## 2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La Gande</i> ..... Le ..... <i>19 Mai 2022</i> .....</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession- N°15DSP03-Délégation de**  
**Service Public sous la forme d'affermage pour**  
**l'exploitation du service public d'assainissement**  
**collectif sur le territoire des communes de la Seyne**  
**sur Mer et Saint Mandrier**

**ENTRE** les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concedante** »,

***d'une part,***

**ET :**

la **société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération du 5 novembre 2015 du Conseil Communautaire, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 15DSP03-Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de la Seyne sur Mer et Saint Mandrier.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°10.5 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 10.5 suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

AVENANT N°1 Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de la Seyne sur Mer et Saint Mandrier

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A <u>La Gaieté</u> Le <u>19 mai 2022</u></p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession- N°17DSP01-Délégation du**  
**service public relatif à la gestion du service public**  
**d'assainissement: Stations d'épuration AmphorA et**  
**Almanarre**

**ENTRE** les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « l'**autorité Condédante**»,

***d'une part,***

***ET :***

la **société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,



## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 18/03/83 du 27 mars 2018 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 17DSP01-Délégation du service public relatif à la gestion du service public d'assainissement: Stations d'épuration AmphorA et Almanarre.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°1.12 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 1.12 suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

**1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité**

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

AVENANT N°1 Délégation du service public relatif à la gestion du service public d'assainissement: Stations d'épuration



## 2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.



Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

### ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La Gunde</i> ..... Le ..... <i>19 mai 2022</i> .....</p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**

**Au contrat de concession- N°17DSP02-Délégation de  
service public pour l'exploitation des réseaux  
d'assainissement du bassin versant « Centre » :  
communes de La Valette, Le Pradet, Toulon Est et  
réseaux intercommunaux**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

***d'une part,***

***ET :***

**la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 18/03/84 du 27 mars 2018 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 17DSP02-Délégation de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre » : communes de La Valette, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°1.12 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 1.12 suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

**1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité**

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :  
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;  
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La Garde</i> ..... Le ..... <i>19 Mai 2022</i> .....</p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**

**Au contrat de concession- N°17DSP03-Délégation de service public relatif à la gestion du service public d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Condédante** »,

***d'une part,***

**ET :**

**la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,



## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 18/03/85 du 27 mars 2018 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 17DSP03-Délégation de service public relatif à la gestion du service public d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°1.12 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 1.12 suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

**1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité**

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :



- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

## 2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants. Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

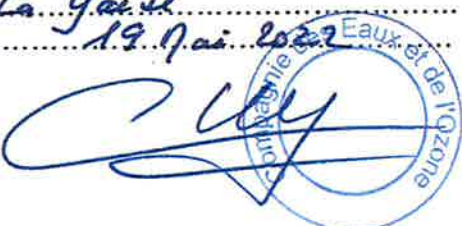
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La 9.05.22</i> ..... Le ..... <i>19.05.2022</i> ..... </p>	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 1**  
**Au contrat de concession- N°19CONC12-Concession**  
**des services publics d'assainissement collectif de**  
**Toulon Ouest et de Le-Revest-Les-Eaux**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Condédante**»,

***d'une part,***

***ET :***

**la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO**, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **Préambule :**

Par délibération 145721 du 27 juin 2019 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat N° 19CONC12-Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et de Le-Revest-Les-Eaux.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°1.3.3 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 1.3.3 suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

**2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service**

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants. Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.


Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

**ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet**

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La Garde</i> ..... Le ..... <i>19 mai 2022</i> .....</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Direction de l'eau et de l'assainissement**

**AVENANT N° 2**  
**Au contrat de concession- Délégation pour**  
**l'exploitation du service de l'assainissement de la**  
**Commune de la Crau**

**ENTRE les soussignés :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Condédante**»,

***d'une part,***

***ET :***

**La SARL société Varoise d'Aménagement et de Gestion**, au capital social de au capital social de 44 400 €, dont le siège social est Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 722 850 286 RCS TOULON, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :**

### **Préambule :**

Par délibération du 28 janvier 2008 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat -Délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la Commune de la Crau.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°2 bis est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 2 bis suivant dans le contrat de concession :

#### **Laïcité et neutralité du service public**

##### **1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité**

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

AVENANT N°2 Délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la Commune de la Crau



**2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service**

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.



Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

**ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet**

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, La SARL société Varoise d'Aménagement et de Gestion Monsieur Olivier CAVALLO A ..... <i>La Garde</i> ..... Le ..... <i>19 Mai 2022</i> .....</p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
--	---

Direction Générale concernée :

Direction : EAU ET ASSAINISSEMENT

Affaire suivie par :

## **RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION**

### **AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE- Délégations de service public pour l'exploitation des services de l'assainissement relevant de la compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

#### **Contrats concernés :**

Contrat de concession n° 01DP14-Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria

Contrat de concession N° 15DSP02-Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du cap sicié dite "Amphitria"

Contrat de concession N15DSP03 du 10 décembre 2015 Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de la Seyne sur Mer et Saint Mandrier

Contrat de concession n° 17DSP01-Délégation du service public relatif à la gestion du service public d'assainissement : Stations d'épuration AmphorA et Almanarre

Contrat de concession N° 17DSP02 du 29 mars 2017-Délégation de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre » : communes de La Valette, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux

Contrat de concession N° 17DSP03-du 28 mars 2018 Délégation de service public relatif à la gestion du service public d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne

Contrat de concession N° 19CONC12 du 2 août 2019 Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et de Le-Revest-Les-Eaux d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne

Contrat de concession Délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la Commune de la Crau ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var

## 1- DESCRIPTIF DU MARCHE

**01DP14-Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société dédiée SAS Chateaubanne
<b>Date de notification</b>	15/01/14
<b>Durée du contrat</b>	20 ans
<b>Date de début du contrat</b>	15/01/14
<b>Date de fin du contrat</b>	14/01/34
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Montant hors (H.T.) : 96 991 220 euros
<b>Projet avenant n°...</b>	2
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Avenant N°1 notifié le 25 février 2014 transfert de la concession de la société SADE à la société dédiée SAS Chateaubanne
<b>Observations</b>	

**15DSP02-Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du cap sicié dite "Amphitria"**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	18/03/2016
<b>Durée du contrat</b>	7 ans
<b>Date de début du contrat</b>	01/04/16
<b>Date de fin du contrat</b>	31/3/2023
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Les produits d'exploitation du délégataire est d'environ 10 495 507 €HT (données 2013).
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**15DSP03-Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de la Seyne sur Mer et Saint Mandrier**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	10/12/2015
<b>Durée du contrat</b>	10 ans
<b>Date de début du contrat</b>	22/12/15
<b>Date de fin du contrat</b>	31/12/2025
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Montant : 14 033 900 euros
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**17DSP01-Délégation du service public relatif à la gestion du service public  
d'assainissement: Stations d'épuration AmphorA et Almanarre**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	25/05/2018
<b>Durée du contrat</b>	7,5 ans
<b>Date de début du contrat</b>	01/07/18
<b>Date de fin du contrat</b>	31/12/2025
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Valeur hors TVA : 43 274 463,00 €
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**17DSP02-Délégation de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre » : communes de La Valette, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	29/03/2017
<b>Durée du contrat</b>	de 7,5 ans
<b>Date de début du contrat</b>	01/07/2018 pour la Valette, les réseaux intercommunaux ex Siape , 1er janvier 2020 pour Toulon Est et le Pradet
<b>Date de fin du contrat</b>	31/12/2025
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Valeur hors TVA : 5 553 791,00
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

**17DSP03-Délégation de service public relatif à la gestion du service public  
d'assainissement : réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations  
d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	28/03/2018
<b>Durée du contrat</b>	7
<b>Date de début du contrat</b>	01.01.19
<b>Date de fin du contrat</b>	31/12/25
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Valeur hors TVA :10 938 927,00
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	



**19CONC12-Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et de Le-Revest-Les-Eaux**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
<b>Date de notification</b>	2/8/2019
<b>Durée du contrat</b>	6 ans
<b>Date de début du contrat</b>	01/01/20
<b>Date de fin du contrat</b>	31/12/25
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Montant HT : 17 726 907,00
<b>Projet avenant n°...</b>	1
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Sans objet
<b>Observations</b>	

## **Délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la Commune de la Crau**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	La SARL société Varoise d'Aménagement et de Gestion
<b>Date de notification</b>	29/04/2008
<b>Durée du contrat</b>	15 ans
<b>Date de début du contrat</b>	02/07/08
<b>Date de fin du contrat</b>	1/7/2023
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	Partie III du contrat
<b>Projet avenant n°...</b>	2
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	Avenant 1 notifié - modification des articles 34 et 71 du contrat de délégation
<b>Observations</b>	

## **2- Fait(s) générateur(s)**

### Description de l'évènement :

- Adaptation mineure
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

## **3- Solutions envisagées**

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : introduction d'un nouvel article dans chacun des contrats
- Article(s) du contrat impacté :

**Intervention de la commission DSP :**

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

## 4- Cas de recours à un avenant

**Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP**

<p><b>Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique</b></p>	<p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-1 :</b></p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.</p>
	<p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-2-3 et 4 :</b></p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.</p> <p>Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.</p> <p>Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.</p>
	<p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-5 :</b></p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.</p>

	<div data-bbox="646 248 938 284" data-label="Section-Header"> <p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-6 :</b></p> </div> <div data-bbox="646 322 1469 412" data-label="Text"> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :</p> </div> <div data-bbox="646 436 1525 698" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;</li> <li>2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.</li> </ul> </div> <div data-bbox="646 732 935 768" data-label="Section-Header"> <p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Article R3135-7 :</b></p> </div> <div data-bbox="646 797 1506 884" data-label="Text"> <p>Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.</p> </div> <div data-bbox="646 884 1444 972" data-label="Text"> <p>Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> </div> <div data-bbox="646 999 1522 1438" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;</li> <li>2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;</li> <li>3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;</li> <li>4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.</li> </ul> </div> <div data-bbox="646 1469 991 1505" data-label="Section-Header"> <p><input type="checkbox"/> <b>Article R3135-8 et 9 :</b></p> </div> <div data-bbox="646 1536 1516 1680" data-label="Text"> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.</p> </div> <div data-bbox="646 1680 1511 1738" data-label="Text"> <p>Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.</p> </div> <div data-bbox="646 1767 1501 1827" data-label="Text"> <p>Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.</p> </div>
--	--

## **Justifications détaillées pour chaque cas de recours**

**(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)**

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics d'imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérés dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit qu'en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats :

-L'article 2bis dans le contrat de concession n°01DP14 du 15 janvier 2014-Concession de service public pour la réhabilitation et l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria

-L'article 2 bis dans le contrat de concession N°15DSP02 du 18 mars 2016 Délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du cap sicié dite "Amphitria"

-L'article 10.5 dans le contrat de concession N° 15DSP03 du 10 décembre 2015 Délégation de Service Public sous la forme d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif sur le territoire des communes de la Seyne sur Mer et Saint Mandrier

-L'article 1.12 dans le contrat de concession N17DSP01 Délégation du service public relatif à la gestion du service public d'assainissement: Stations d'épuration AmphorA et Almanarre

-L'article 1.12 dans le contrat de concession N° 17DSP02 du 29 mars 2017-Délégation de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant « Centre »: communes de La Valette, Le Pradet, Toulon Est et réseaux intercommunaux

-L'article 1;12 dans le contrat de concession N° 17DSP03-du 28 mars 2018 Délégation de service public relatif à la gestion du service public d'assainissement: réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne

-L'article 13.3 dans le contrat de concession N° 19CONC12 du 2 août 2019 Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et de Le-Revest-Les-Eaux d'assainissement: réseaux d'assainissement du bassin versant « Est » et stations d'épuration des îles pour les communes d'Hyères et Carqueiranne

-L'article 2 BIS dans le contrat de concession Délégation pour l'exploitation du service de l'assainissement de la Commune de la Crau

### **5- Impact financier**

#### **A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)**

Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

- B) Bilan
- C) Nouveau C.E.P
- D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :
- E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

## 6- Mouvement financier



☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
<b>Budget</b>		
<b>Opération budgétaire</b>		
<b>Chapitre</b>		
<b>Fonction</b>		
<b>Article</b>		
<b>Service gestionnaire</b>		
<b>Montant</b>		

Fait à Toulon, le .....

<b>Chef de projet</b>	<b>Le Directeur</b>  <b>Pour le directeur empêché,</b> <b>Le directeur adjoint</b> <b>Olivier AMBROSI</b>	<b>Le DGA/le DGST</b> 
-----------------------	--	--

## RESERVE A LA DCP

Date réception DCP	
--------------------	--

